

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES



DONNER UNE CHANCE À TOUS LES ÉCOLIERS:

Travailler en partenariat pour améliorer
la santé et la nutrition en milieu scolaire
en vue de développer le capital humain



Programme
Alimentaire
Mondial

Résumé



Janvier 2020

Crédits photos

Photo de couverture: WFP/Evelyn Fey

Photo page 4: WFP/Nyani Quarmyne

Photo page 6: WFP/Jessica Lawson

Photo page 7: WFP/Rein Skullerud

Résumé

L'importance d'investir dans la santé et la nutrition des jeunes enfants et des adolescents en milieu scolaire

Les écoliers en bonne santé et bien nourris apprennent mieux. Les enfants en bonne santé ont également plus de chances de s'épanouir et d'exploiter pleinement leur potentiel à l'âge adulte. En veillant à ce que les filles et les garçons fréquentent assidûment l'école et soient aptes et prêts à apprendre, les pays développent leur capital humain et leurs habitants peuvent s'épanouir pleinement au cours de leur vie. C'est là un moyen de renforcer la cohésion, la stabilité et la productivité des communautés et de contribuer à la résilience des personnes et des sociétés dans un monde en mutation rapide.

L'investissement dans le développement du capital humain des enfants est l'un des plus efficaces et des plus rentables que puisse réaliser un pays. Faute d'investir pour que sa population soit correctement nourrie, en bonne santé et instruite, un pays compromet sa croissance et son développement économique: 25 des 30 pays dont l'indice de capital humain mis au point par la Banque mondiale est le plus faible sont des pays d'Afrique à faible revenu. Dans bon nombre de ces pays, le manque d'investissement dans le capital humain entraîne une perte de potentiel économique allant de 50 à 70 pour cent à long terme. L'indice de capital humain de l'Afrique se situe à 40 pour cent de son niveau potentiel. Son produit intérieur brut (PIB) pourrait être 2,5 fois plus élevé si les cibles fixées en matière de santé et d'éducation étaient atteintes.

Le monde a certes considérablement progressé en matière d'accès à l'éducation, mais le niveau d'instruction est loin d'être optimal, d'où la nécessité d'investir davantage dans une éducation de qualité. Le monde ne donne pas à ses écoliers ce qu'ils sont en droit d'attendre à maints autres égards, ce qui nuit à l'apprentissage. Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, quelque 300 millions d'écoliers souffrent d'anémie, une affection qui entraîne une perte de près de six points de quotient intellectuel (QI) par enfant; de plus, près de 73 millions d'écoliers de pays à faible revenu partent pour l'école le ventre vide. Cette situation se traduit par une perte annuelle de 200 à 500 millions de journées de scolarité due à un mauvais état de santé.

Les investissements actuellement consacrés par les pays aux enfants sont insuffisants. Les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure investissent quelque 210 milliards de dollars É.-U. par an dans l'éducation de base des enfants (infrastructures, enseignants, programmes), mais ne consacrent qu'entre environ 1,4 milliard et 5,5 milliards de dollars pour faire en sorte que leur état de santé et leur nutrition permettent aux enfants d'apprendre: on investit

dans l'apprentissage mais pas dans les élèves. La nécessité de combler ce manque fait de plus en plus l'unanimité. Pour dire les choses très simplement, les enfants malades ne peuvent pas aller à l'école et ceux qui ont faim ne peuvent pas apprendre.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) va se faire le champion de cette cause délaissée. La présente stratégie précise comment le PAM va défendre cette cause au niveau mondial et travailler en partenariat pour combler les lacunes qui empêchent de mettre en œuvre des interventions de santé et de nutrition adéquates en faveur des enfants en milieu scolaire. Dans bien des cas, le PAM ne sera pas forcément le chef de file de l'action menée pour résoudre certains problèmes, mais en travaillant avec d'autres organismes pour faire comprendre l'importance de la santé et de la nutrition en milieu scolaire et rassembler les divers acteurs, il contribuera à la recherche de solutions aux problèmes recensés. Il mettra à profit à cette fin ses six décennies d'appui à la santé et à la nutrition en milieu scolaire, son rayon d'action, sa connaissance des populations les plus pauvres et les plus difficiles à atteindre ainsi que l'expérience acquise dans le cadre de programmes nationaux d'alimentation scolaire durables mis en œuvre dans plus de 100 pays.

Le présent document explique également de quelle façon le PAM appréhende désormais l'alimentation scolaire, en tant que composante fondamentale d'une réponse intégrée portant sur la santé et la nutrition en milieu scolaire. Un aspect central consiste à faire de l'alimentation scolaire un élément déterminant d'une approche de l'alimentation des enfants tenant compte du changement climatique, par exemple en favorisant les circuits d'approvisionnement courts et en adoptant un principe de tolérance zéro en matière de déchets. Le document précise à l'intention des gouvernements, des partenaires et du personnel du PAM, partout dans le monde, ce qu'ils peuvent attendre du PAM au cours des 10 prochaines années, ses priorités et son rôle et comment il envisage de modifier sa façon de travailler pour venir plus efficacement en aide aux gouvernements et aux enfants.

Cette stratégie, outre qu'elle lance un appel général à l'action, définit une ambition et une méthode opérationnelle précise. Elle invite les gouvernements et les partenaires à collaborer dans le cadre d'une nouvelle réponse multisectorielle regroupant des acteurs divers et contribuant à la réalisation d'au moins huit objectifs de développement durable (ODD) concernant la pauvreté (ODD 1), la faim (ODD 2), la santé (ODD 3), l'éducation (ODD 4), l'égalité entre les sexes (ODD 5), la croissance économique (ODD 8), la réduction des inégalités (ODD 10) et le renforcement des partenariats (ODD 17).



Une réponse mondiale efficace: une approche intégrée et multisectorielle de la santé et de la nutrition en milieu scolaire

Il faut mettre en œuvre à grande échelle un ensemble de mesures intégrées en faveur des écoliers et des adolescents. Il est important d'assurer la croissance des enfants en soutenant pleinement la santé et la nutrition au cours des 1 000 premiers jours de leur développement, c'est-à-dire la période cruciale qui va de la conception à l'âge de 2 ans. Les actions de développement se concentrent sur cette période depuis 10 ans, mais nous savons désormais que cela ne suffit pas. Pour consolider les acquis initiaux, et pour que les enfants réalisent pleinement leur potentiel à l'âge adulte, il faut s'assurer qu'ils restent en bonne santé et sont correctement nourris tout au long des périodes vulnérables de leur développement, soit jusqu'au début de la vingtaine, c'est-à-dire durant les 8 000 premiers jours de leur vie. Il faut aussi qu'ils soient en bonne santé et correctement nourris durant toute leur scolarité et leur adolescence. Un tel investissement est nécessaire pour tous les enfants, mais aura un retentissement plus important pour les plus pauvres et pour les filles.

Le PAM estime que quelque 305 millions d'enfants de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, soit environ la moitié de ceux qui sont scolarisés, mangent tous les jours à l'école. Bon nombre d'entre eux bénéficient d'autres mesures du dispositif intégré concernant la santé et la nutrition en milieu scolaire, notamment le déparasitage, la supplémentation, la vaccination, le dépistage des troubles visuels, la lutte contre le paludisme, la gestion de l'hygiène menstruelle, l'éducation nutritionnelle, les mesures concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène et la santé bucco-dentaire. Or, les enfants les plus pauvres qui en ont le plus besoin ne bénéficient que rarement de ces interventions. Le PAM estime que près de 73 millions d'écoliers du cycle primaire vivant dans une pauvreté extrême dans 60 pays n'ont pas accès aux programmes nationaux d'alimentation scolaire et ne bénéficient vraisemblablement pas de la plupart des autres interventions essentielles de santé scolaire.

Il est donc impératif, tout autant que judicieux sur le plan économique, d'aider les gouvernements du monde entier à venir en aide à ces 73 millions d'élèves des écoles primaires. Fournir à ces enfants au moins un repas par jour coûterait environ 4,6 milliards de dollars de plus par an, coût qui passerait à 5,8 milliards de dollars par an si l'on ajoutait l'ensemble d'interventions essentielles de santé scolaire, soit quelque 2,5 pour cent de l'investissement annuel actuel dans l'éducation primaire. On estime que le ratio coût-avantages d'un tel investissement est d'environ 20 dollars par dollar investi, ce qui permettrait de tirer parti du montant supérieur à 210 milliards de dollars consacré chaque année à l'apprentissage.

En raison de leurs multiples avantages, il est possible d'utiliser ces dispositifs englobant la santé et l'alimentation en milieu scolaire comme des interventions stratégiques qui permettent à la fois d'atténuer les crises et de contribuer au développement national. En période de stabilité, l'alimentation scolaire favorise l'éducation, la santé et la nutrition – autrement dit, elle renforce le capital humain. Si on la relie à l'agriculture locale, elle peut avoir des retombées socioéconomiques supplémentaires pour les familles des écoliers et leur communauté.

Quand les temps sont durs, on peut rapidement renforcer le rôle de filet de sécurité sociale que jouent les programmes d'alimentation scolaire, pour mettre rapidement et directement des produits alimentaires à la disposition des communautés les plus démunies. Les programmes d'alimentation scolaire, qui couvrent l'équivalent d'environ 10 pour cent des dépenses des ménages pour chaque enfant participant, représentent donc un transfert important de ressources pour les familles les plus pauvres et constituent un filet de sécurité efficace. Ils sont mis en œuvre au cœur même des communautés les plus pauvres et aident directement les enfants et les populations dans le besoin, ce que l'assistance monétaire à elle seule ne peut faire. Ils servent de point de départ à des interventions dans d'autres secteurs en faveur des enfants et de dispositif multisectoriel assurant la continuité entre secours humanitaire et action de développement. Cet accompagnement au cours de leur développement est essentiel pour tous les enfants, mais change réellement la donne pour les filles des communautés les plus pauvres et les plus démunies.

La réponse stratégique du PAM

Répondant à l'appel lancé en faveur d'une décennie d'action (2020-2030), le PAM va collaborer avec les gouvernements et ses partenaires pour faire en sorte conjointement que tous les élèves des écoles primaires bénéficient en milieu scolaire de repas de bonne qualité ainsi que d'un ensemble intégré plus large de services de santé et de nutrition. Optant pour une approche adaptée au contexte, il modulera son rôle en fonction de la situation de chaque pays, en partenariat avec d'autres acteurs importants [pouvoirs publics, entités des Nations Unies, secteur privé, institutions financières internationales et organisations non gouvernementales (ONG)], en veillant en particulier à ce que les 73 millions d'enfants qui vivent dans une pauvreté extrême dans 60 pays en bénéficient.

Cette approche adaptée au contexte sera la suivante:

1. CONTEXTE 1: situation de crise ou d'urgence humanitaire. Trente pays, où près de 40 millions d'enfants ont besoin de repas en milieu scolaire, relèvent de cette catégorie.

RÔLE 1: le PAM intensifiera son action en fournissant un appui opérationnel. Le PAM élargira son rayon d'action et mettra en œuvre des programmes dans des pays qui n'ont pas les moyens de s'occuper des enfants vulnérables. À l'heure actuelle, 10 millions d'enfants de 27 pays bénéficient d'interventions du PAM relevant de cette catégorie.

OBJECTIF: couvrir les besoins de 35 millions d'enfants de 30 pays d'ici à 2030 et aider les gouvernements à prendre en charge les 5 autres millions d'enfants dans le besoin. Le PAM entend mobiliser 1,75 milliard de dollars par an pour intensifier son action en ce sens et augmentera progressivement les capacités d'exécution sur le terrain.

Objectifs du PAM pour les 10 prochaines années

1. Assurer une alimentation scolaire à **35 millions d'enfants de 30 des pays à faible revenu les plus fragiles**. Le PAM mobilisera 1,75 milliard de dollars par an pour nourrir ces enfants.
2. Travailler avec les gouvernements des **30 autres pays stables à faible revenu ou à revenu intermédiaire pour venir en aide à 38 millions d'enfants** (contextes 2 et 3) en assurant le transfert progressif des responsabilités et en développant les programmes pris en charge par les pays. Le PAM mobilisera 20 millions de dollars pour l'assistance technique ainsi que les fonds nécessaires pour assurer les opérations pendant la période de transition.

2. CONTEXTE 2: pays stables à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Vingt pays, où environ 29 millions d'enfants ont besoin de repas en milieu scolaire, relèvent de cette catégorie.

RÔLE 2: le PAM accompagnera la transition et l'amplification des programmes nationaux. Le PAM aidera à renforcer les systèmes et fournira une assistance technique aux pays dont les moyens sont encore naissants et qui s'efforcent d'améliorer l'envergure et la qualité de leurs programmes nationaux. En 2020 et 2021, il collaborera avec les gouvernements de ces pays pour définir des objectifs nationaux et des stratégies de transfert des responsabilités, assortis de calendriers précis, ce qui diminuera progressivement le nombre de bénéficiaires d'opérations du PAM au fil de la décennie à venir. À l'heure actuelle, 6 millions d'enfants bénéficient des interventions du PAM relevant de cette catégorie.

OBJECTIF: transférer la responsabilité des programmes d'alimentation scolaire aux autorités nationales dans 20 pays d'ici à 2030. Le PAM entend mobiliser 14 millions de dollars par an pour accompagner les activités de renforcement des capacités. En outre, comme la transition se fera progressivement au fil des 10 prochaines années, le PAM devra mobiliser les financements nécessaires pour subvenir aux besoins des enfants qu'il prend actuellement en charge et dont le nombre va progressivement diminuer.

3. CONTEXTE 3: pays à revenu intermédiaire. Dix pays, où environ 4 millions d'enfants ont besoin de repas en milieu scolaire, relèvent de cette catégorie.

RÔLE 3: le PAM accompagnera la consolidation et le renforcement des programmes nationaux. Dans ces pays, où la transition a déjà eu lieu, l'assistance du PAM a contribué à la réforme et au renforcement des programmes nationaux d'alimentation scolaire. Le PAM continuera de collaborer avec les gouvernements pour faire en sorte que les enfants dans le besoin soient bien pris en charge par les programmes nationaux. Il aidera les gouvernements à innover et à tester de nouvelles méthodes. À l'heure actuelle, un million d'enfants bénéficient d'interventions du PAM relevant de cette catégorie.

OBJECTIF: parvenir à transférer aux autorités nationales la responsabilité des programmes d'alimentation scolaire dans ces 10 pays d'ici à 2030. Le PAM entend mobiliser 6 millions de dollars par an pour accompagner les activités de renforcement des capacités.



À l'échelle institutionnelle, le PAM prévoit quatre axes de travail à l'appui de cette stratégie:



PREMIER AXE DE TRAVAIL – Produire et diffuser des connaissances et des pratiques optimales à l'échelle mondiale. Mettant à profit des décennies d'engagement en faveur de l'alimentation scolaire, le PAM va consigner

et partager plus efficacement les enseignements qu'il en a tirés au niveau mondial, les bonnes pratiques, les règles et les normes applicables afin d'éclairer la prise de décisions dans les pays et de contribuer à l'élaboration de programmes de grande qualité. Un consortium de recherche dirigé par un partenaire du monde universitaire, et non par le PAM, sera créé pour garantir la rigueur factuelle et la crédibilité des travaux. Ce consortium établira un programme de recherche sur l'alimentation scolaire avec des partenaires pour les 10 prochaines années, après avoir procédé à un état des lieux des besoins d'apprentissage, afin de combler les lacunes des connaissances mondiales. Le PAM innovera afin de promouvoir une approche de l'alimentation scolaire tenant compte du changement climatique..



DEUXIÈME AXE DE TRAVAIL – Investir davantage dans l'alimentation scolaire: un nouveau modèle de financement. Il est nécessaire de disposer d'un nouveau modèle de financement prenant en compte les

différents contextes. Compte tenu des moyens budgétaires limités dont disposent les pays à faible revenu et les pays fragiles, il faut accroître les financements en faveur de leurs programmes. Dans les pays à revenu intermédiaire, les gouvernements doivent ne plus dépendre d'acteurs comme le

PAM ou les ONG et trouver d'autres moyens de financer leurs propres programmes nationaux, et le PAM doit trouver des sources de financement pour leur apporter une assistance technique et renforcer leurs capacités plus globalement et plus durablement. Le PAM travaillera avec des partenaires pour trouver des sources de financement supplémentaires et novatrices dans ces divers contextes.



TROISIÈME AXE DE TRAVAIL – Travailler en partenariat pour améliorer et promouvoir la santé et la nutrition en milieu scolaire.

Le PAM défendra la cause de la santé et de la nutrition en milieu scolaire dans le monde entier et plaidera pour qu'elle soit prioritaire au cours de la décennie d'action en faveur de la réalisation des objectifs de développement durable. Il travaillera avec des partenaires pour faire en sorte que les autres composantes du dispositif intégré en faveur des enfants, qui ne relèvent pas de son mandat ou de ses domaines de compétences mais sont néanmoins cruciales pour ceux-ci, soient mises en œuvre de manière concertée.



QUATRIÈME AXE DE TRAVAIL – Renforcer les approches programmatiques dans des domaines clés. Les pays ont demandé des conseils et un appui supplémentaires dans les domaines suivants, que le PAM

développera avec ses partenaires: les approches à dimension nutritionnelle; l'éducation et le bien-être des filles et notamment des adolescentes; les systèmes alimentaires et les chaînes de valeur; l'innovation numérique; et l'interaction entre action humanitaire, développement et paix.

Quelles sont les nouveautés?

Cette stratégie est en cohérence avec la politique du PAM en matière d'alimentation scolaire approuvée par le Conseil d'administration en 2013 et ne s'en écarte nullement. Sa mise en œuvre va modifier la façon de penser au PAM. Pour la première fois, le PAM élabore un cadre général tenant compte du contexte de chaque pays pour guider son action et l'appui qu'il fournit sur le terrain. Après 60 ans d'appui à la santé et à la nutrition en milieu scolaire, le PAM n'a plus à faire ses preuves mais il n'y a pas lieu d'être complaisant: les consultations menées pour élaborer la présente stratégie ont souligné que l'apprentissage et le changement internes sont nécessaires si le PAM veut être mieux équipé pour relever les défis qui l'attendent.

Trois changements majeurs sont attendus de la mise en œuvre de la stratégie:

1. Le PAM va modifier sa façon de travailler et de fonctionner en partenariat, affiner ses capacités pour pouvoir sensibiliser, rassembler et influencer, et jouer un rôle de catalyseur et de facilitateur, aux niveaux mondial, régional et national, en faveur de la santé et de la nutrition en milieu scolaire.
2. Le PAM va modifier sa façon de travailler avec les gouvernements, pour pérenniser et institutionnaliser davantage ses interventions en comprenant mieux les priorités et les problèmes des pays ainsi qu'en renforçant les systèmes et les plans nationaux.
3. Le PAM va modifier son mode d'exécution de l'alimentation scolaire en veillant à améliorer l'intégration, la cohérence et la qualité des prestations des programmes, en mettant davantage l'accent sur le rôle du

régime alimentaire et du style de vie en ce qui concerne l'obésité et la dénutrition, et en adoptant une approche innovante tenant compte du changement climatique.

La présente stratégie repose sur une théorie du changement qui va guider le travail de suivi et permettra de réaliser des évaluations centralisées pour mesurer les progrès accomplis. Au niveau mondial, régional et à celui des pays, des indicateurs de performance clés seront définis pour tous les axes de travail et toutes les activités mis en œuvre au titre de la stratégie, ainsi que des cibles annuelles et des cibles à l'horizon 2025 et à l'horizon 2030. Les cibles seront revues tous les ans pour s'assurer qu'elles restent adaptées aux réalités de la mise en œuvre et au contexte national à mesure que le rôle du PAM évolue dans chaque pays.

Le PAM a réalisé une étude des systèmes internes de suivi et constaté l'existence de blocages majeurs. À partir de ces constatations, il va élaborer de nouvelles approches pour assurer un suivi adéquat des ressources prévues et des ressources effectivement investies dans l'alimentation scolaire, en les reliant aux résultats. Un plan est en cours d'élaboration pour résoudre progressivement ces problèmes au cours des trois premières années de mise en œuvre de la stratégie.

Dans l'esprit de la réforme du système des Nations Unies, le PAM s'engage en faveur d'une nouvelle approche des partenariats en inscrivant sa contribution à l'alimentation scolaire dans le cadre d'un dispositif intégré d'appui aux enfants et aux adolescents. En formant une coalition de partenaires, il est possible d'améliorer la vie de millions d'enfants, de contribuer ainsi de manière importante à l'élimination de la faim et de la pauvreté chez les enfants pour que chacun d'entre eux puisse apprendre et s'épanouir, et d'atteindre les ODD d'ici à 2030.



Pour des informations complémentaires, merci de contacter:

World Food Programme
Via Cesare Giulio Viola, 68/70
Parco dei Medici
00148 Rome, Italie

www.wfp.org/school-feeding

Photo de couverture: WFP/Evelyn Fey